

CA DU COLLÈGE GEORGES CHAUMETON DE L'UNION, LE 02 novembre 2020

MOTION DES PERSONNELS VIE SCOLAIRE, SECRÉTARIAT, AGENTS, AESH ET ENSEIGNANTS

Liste FSU, CGT éduc et sympathisants

Depuis plus d'un an, les personnels du collège ont été sollicités par le CD31 et le rectorat pour prendre part à un projet de resectorisation.

Au lendemain de cette rentrée 2020, le constat est amer : si nous avons été écoutés, nos paroles et nos messages d'alerte n'ont pas été pris en compte, les chiffres annoncés n'ont pas été respectés, les conditions d'accueil des élèves et de travail pour tous les personnels se sont lourdement détériorées.

Est-il nécessaire de rappeler encore à nos instances dirigeantes les incohérences, les erreurs et les difficultés que nous rencontrons ?

En septembre 2019, on nous annonçait l'arrivée pour la rentrée suivante de 21 élèves du secteur Rosa Parks. En juin, 32 élèves de Toulouse se sont inscrits au collège. L'école Alphanand aurait été "oubliée" !

Le rectorat misait sur 180 élèves de sixième en janvier : ils sont 209 en septembre !

Nous déplorons, sur le niveau sixième, de devoir travailler avec des effectifs de 30 élèves par classe.

Cela ne permet ni la différenciation pédagogique, pourtant essentielle pour un accueil serein et adapté aux élèves toulousains en particulier, ni l'accueil d'élèves avec handicap, pourtant présentée comme une priorité de notre ministère, ni l'accueil d'élèves de Segpa.

Le nombre insuffisant d'AESH rend l'aide aux élèves à besoins particuliers encore plus difficile.

Le collège accueille 75 élèves supplémentaires à cette rentrée (+ 12%) mais aucun poste d'agent, d'AED ou de personnel de secrétariat n'a été créé pour assumer la surcharge de travail.

L'ensemble de la communauté éducative pâtit de la désorganisation engendrée par ces manquements :

- les agents absents ne sont pas remplacés, leur charge de travail incombe en surplus aux présents,
- seulement deux AED présents dans la cour pour surveiller 700 élèves pendant la pause méridienne
- la cantine, sous-dimensionnée, est totalement surchargée et ne permet donc pas le respect du protocole sanitaire, pourtant imposé par notre ministère. C'est un fait inadmissible !

Faute d'AESH en nombre suffisant (malgré des recrutements engagés tardivement, 4 postes restent vacants), les élèves avec handicap d'abord, mais aussi leurs familles ainsi que les enseignants, ont dû accepter de vivre les premières semaines de rentrée sans aide. Pourtant,

les besoins des élèves concernés étaient tous connus par nos administrations. Leur recrutement s'est échelonné sur la première période de l'année. Qu'en-est-il de la prise en compte des handicaps ? À ce jour, où en est-on ?

Et nous constatons tous les jours, élèves, familles, enseignants et AESH mutualisés que ces derniers ne peuvent plus assurer un travail aussi personnalisé et efficace alors qu'ils doivent désormais s'occuper de 4 élèves. Ces personnels sont employés à temps partiel, mal formés, mal rémunérés, et doivent aujourd'hui en plus se dédoubler avec plusieurs élèves à leur charge.

Parlons également de la situation de la Segpa qui a perdu six heures postes et ne peut donc plus dédoubler les enseignements professionnels. Là encore, ce sont les élèves les plus vulnérables qui sont touchés.

Nous n'acceptons plus le mode de pilotage du Rectorat et du Conseil départemental, qui, sous prétexte d'économies, vont, dans notre école de la République, renforcer les inégalités sociales et culturelles.

Nous sommes las des rencontres administratives qui ne prennent pas en compte les besoins légitimes de nos élèves et des personnels, et vraiment désabusés par les instances hiérarchiques, qui ne prennent même plus la peine de nous répondre, à l'image du rectorat qui n'a donné aucune suite à l'entrevue du 10 septembre 2020.

Enfin, dans le nouveau protocole sanitaire renforcé, les mesures annoncées ne sont pas contraignantes ou sont inapplicables en l'état. Rien n'est fait pour protéger efficacement les personnels, les élèves et leurs familles alors que les risques liés à la pandémie sont si aigus qu'un confinement vient d'être décrété par le chef de l'État pour au moins un mois. Nous sommes donc particulièrement inquiets que la situation sanitaire au collège échappe à tout contrôle.

Aussi, dans cette situation de désarroi et d'abandon manifeste, avons-nous décidé de nous retirer de tous les conseils et instances auxquels nous sommes conviés tant que les préalables à un fonctionnement correct de l'établissement ne seront pas acquis.